



HALTE AUX MASSACRES A GAZA ET EN CISJORDANIE !

CESSEZ-LE-FEU TOTAL ET PERMANENT, PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN !

Après 48 jours de bombardements qui ont visé l'ensemble de la population de la Bande de Gaza, et qui ont détruit plus de la moitié de ses bâtiments et de ses infrastructures, après 48 jours de siège inhumain qui a privé la population d'eau, de nourriture et de médicaments, la trêve fragile qui a commencé le 23 novembre est une lueur d'espoir.

Nous saluons la libération d'otages civils israéliens et étrangers, une priorité que le gouvernement israélien a dû accepter sous la pression du mouvement des familles.

La libération des prisons israéliennes d'une centaine de femmes et de jeunes palestiniens est une bonne nouvelle pour eux-mêmes et leurs familles. Mais nous observons que depuis le 7 octobre, ce sont 3000 nouveaux Palestiniens dont 200 mineurs qui ont été emprisonnés par Israël, et que des arrestations massives, y compris de personnel médical, sont effectuées par l'armée israélienne à Gaza, dans des conditions qui restent inconnues. Et ce sont des milliers de prisonniers politiques palestiniens, jugés par des tribunaux d'occupation ou détenus sans jugement, qui restent emprisonnés par Israël dans des conditions inhumaines.

C'est une guerre atroce et criminelle qui a été entreprise par l'Etat d'Israël contre la population palestinienne de Gaza. Les 15.000 morts, les 35.000 blessés, les milliers de disparus, les familles anéanties, ce sont autant de vies, de personnalités, de visages dont il faut rappeler le souvenir. C'est une guerre qui vise à expulser la population palestinienne de Gaza. Personne ne peut encore évaluer la profondeur du traumatisme subi par les hommes, femmes, et enfants palestiniens de Gaza. **Rien ne peut justifier une telle attaque contre toute une population et ses infrastructures vitales : cette guerre doit enfin s'arrêter pour de bon.**

En Cisjordanie, la population palestinienne subit les attaques conjuguées de l'armée et des colons, qui ont fait plus de 200 morts depuis le 7 octobre. Plusieurs communautés ont été chassées de leurs terres, les cultures palestiniennes sont prises pour cible, nous dénonçons ce processus de nettoyage ethnique.

Nous demandons un cessez-le-feu total et permanent pour la Bande de Gaza, l'arrêt définitif des bombardements, des offensives terrestres et des déplacements forcés de populations, ainsi que la levée durable du blocus. Nous demandons aussi la protection de la population palestinienne de Cisjordanie y compris Jérusalem-Est.

Nous exigeons que la France et l'Union européenne s'engagent activement et sans ambiguïté pour le cessez-le-feu, y compris par des sanctions contre l'État d'Israël.

Une paix juste et durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, et notamment de son droit à l'autodétermination. Elle implique l'arrêt de la colonisation et la fin de l'occupation israélienne, ainsi que le respect de l'ensemble des résolutions de l'ONU.

Cessez-le feu total, immédiat et permanent !

Arrêt définitif des bombardements et des déplacements forcés de la population !

Levée immédiate, complète et durable du blocus de Gaza !

Protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie !

Nous appelons à manifester, se rassembler partout en France sur les bases de cet appel.

A Paris, nous appelons à une manifestation samedi 2 décembre à 14h00 de la Place de la République à la Place de la Bastille

Paris, le 28 novembre 2023

Membres du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens signataires de l'appel

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – AILES Femmes du Maroc - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) - Droit-Solidarité – Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Forum Palestine Citoyenneté – La Confédération paysanne - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir (FEN) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) –Sortir du colonialisme - Union des communistes libertaires (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) -Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union Syndicale Lycéenne - Union syndicale Solidaires

Avec le soutien de

Agir pour le changement démocratique en Algérie (ACDA) - Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT) - Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF) - Association des Marocains en France (AMF) - Comité pour le Respect des Libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT) - Gauche écosocialiste - Le Mouvement des mères isolées - Pour une écologie populaire et sociale